

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA RÉPRESSION ADMINISTRATIVE DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES.....	5
A - Les États ayant maintenu une tradition ferme de répression administrative jusqu'à l'époque contemporaine ..	7
B - Les États ayant réattribué un certain pouvoir répressif à l'administration.....	9
1°/ L'impact de la politique de dépénalisation : le cas de l'Allemagne et de l'Italie.....	10
2°/ L'impact des conceptions politiques autoritaires : le cas de l'Espagne et du Portugal	16
C - Les États ayant instauré une répression administrative résiduelle	23

TITRE PREMIER

LA NOTION CONSTITUTIONNELLE DE SANCTION ADMINISTRATIVE

CHAPITRE I - SUR QUELQUES FAUSSES PISTES.....	43
Section 1 - Sur les concepts de « droit administratif pénal » ou de « droit pénal administratif ».....	43
A - Sur le « droit pénal administratif » comme droit pénal.....	46
1°/ Quelques controverses doctrinales.....	46
2°/ Un cas particulier : l'octroi au juge administratif de compétences répressives ..	50
B - Sur le « droit administratif pénal » comme droit administratif.....	53

Section 2 - Sur les conceptions « européennes » des sanctions administratives.....	55
A - Sanctions administratives et Convention européenne des droits de l'homme.....	56
1°/L'autonomie de la « matière pénale » dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	57
2°/ Les sanctions administratives incorporées à la matière pénale	61
3°/ Les conséquences de l'incorporation.....	63
B - Sanctions administratives et droit communautaire	64
1°/L'octroi d'un pouvoir de sanction aux organes communautaires.....	66
2°/L'octroi d'un pouvoir de sanction dans le cadre du Traité C.E.C.A. en cas de constatation d'un manquement de l'État.....	73
CHAPITRE II - LES ÉLÉMENTS D'UNE DÉFINITION	75
Section 1 - Une finalité punitive.....	77
§ 1 . L'apport de la doctrine.....	78
§ 2 . L'apport de la jurisprudence constitutionnelle.....	83
A – Les mesures de contrainte administrative directe (ou « co-action »)	85
B – Les mesures d'indemnisation (de remise en état ou de réparation)	88
C - Les mesures de prévention.....	96
Section 2 - Un contenu afflictif.....	101
§ 1 . La gravité de la mesure.....	102
A – Le problème des mesures privatives de liberté.....	104
1°/ La prohibition des mesures privatives de liberté.....	105
2°/ Le principe de l'interdiction des sanctions administratives privatives de liberté connaît-il des exceptions ?	109
B – Le problème de la hiérarchie des sanctions pénales et des sanctions administratives.....	112
§ 2 . La qualification formelle des sanctions pécuniaires.....	115
§ 3 . Les autres éléments susceptibles d'être pris en considération	119

<i>Sanctions administratives et justice constitutionnelle</i>	337
Section 3 - Une infraction administrative	122
§ 1. La thèse de la différenciation entre l'illicite administratif et l'illicite pénal	123
A – Les différenciations législatives d'ordre formel.....	124
B – Les différenciations doctrinales.....	126
§ 2. La thèse de la non-différenciation entre l'illicite administratif et l'illicite pénal	129
Section 4 - L'intervention d'une autorité administrative	133
§ 1. La détermination des autorités compétentes.....	134
<i>Sous § 1 - La compétence des autorités administratives</i>	134
A – La compétence répressive des autorités de l'État	134
B – La compétence répressive des autorités régionales.....	136
1°/ La compétence des autorités régionales en Italie.....	136
2°/ La compétence des autorités régionales en Espagne.....	138
3°/ La compétence des autorités régionales au Portugal	140
C - La compétence répressive des autorités administratives indépendantes	141
1°/ Le pouvoir répressif des <i>independent agencies</i> aux États-Unis	142
2°/ Le pouvoir répressif des autorités administratives indépendantes en France	143
3°/ Les autorités administratives indépendantes disposent-elles de pouvoirs de sanction équivalents dans les autres pays dotés d'une justice constitutionnelle ?	145
D - La compétence répressive des autres autorités administratives	147
1°/ En ce qui concerne les autorités administratives classiques (autres qu'étatiques ou régionales)	147
2°/ En ce qui concerne les autorités administratives relevant de personnes privées.....	149
<i>Sous § 2 - L'incompétence des autorités non administratives</i>	150
A – L'incompétence des autorités publiques non administratives	150
1°/ Autorité administrative et autorité juridictionnelle.....	150
2°/ Les pouvoirs disciplinaires des présidents d'assemblées politiques	155

B - L'incompétence des personnes privées.....	156
§ 2 . La détermination des destinataires	156
A - Les diverses catégories de destinataires.....	157
B - La portée de la différenciation.....	159

TITRE II

LE RÉGIME CONSTITUTIONNEL DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE I - LA LÉGITIMITÉ CONSTITUTIONNELLE DU POUVOIR ADMINISTRATIF DE SANCTION	169
Section 1 - La reconnaissance du pouvoir administratif de sanction par les textes constitutionnels	170
§ 1 . Le pouvoir répressif de l'administration dans la Constitution espagnole	170
§ 2 . Le pouvoir répressif de l'administration dans la Constitution portugaise	173
Section 2 - La reconnaissance du pouvoir administratif de sanction par le juge constitutionnel	175
§ 1 . Les illustrations jurisprudentielles	176
A – La consécration jurisprudentielle de la répression administrative aux États-Unis.....	176
B – La consécration jurisprudentielle de la répression administrative en Italie.....	178
C – La consécration jurisprudentielle de la répression administrative en Allemagne fédérale	180
D – La consécration jurisprudentielle de la répression administrative en France.....	183
§ 2 . Les fondements du pouvoir de sanction administrative.....	187
A – Les arguments théoriques	188
B – Les considérations d'opportunité	191

<i>Sanctions administratives et justice constitutionnelle</i>	339
CHAPITRE II	
LES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS DE FOND	193
Section 1 - Le principe de légalité des sanctions administratives	194
Sous-section 1 :	
Les éléments du principe de légalité	195
§ 1 . La légalité des incriminations punissables.....	195
<i>Sous § 1 - La formulation du principe de légalité des infractions administratives</i>	196
A - La formulation du principe par les textes constitutionnels	196
B - La formulation du principe par le juge constitutionnel	203
1°/ La formulation du principe par le Conseil constitutionnel français	203
2°/ La formulation du principe par la Cour suprême des États-Unis.....	205
<i>Sous § 2 - La portée du principe de légalité des infractions administratives</i>	207
A - L'exigence d'une norme de rang législatif.....	207
1°/ Les lois d'incrimination administrative doivent-elles être des lois étatiques ?	208
2°/ Les lois d'incrimination doivent-elles être des lois organiques ?.....	209
3°/ Les normes législatives d'incrimination doivent-elles être des lois <i>stricto sensu</i> ?.....	210
B - La place du pouvoir réglementaire.....	212
1°/ L'utilisation du pouvoir réglementaire dans le cadre des relations générales administration-administrés.....	212
2°/ L'utilisation du pouvoir réglementaire dans le cadre des relations spéciales administration-administrés.....	228
§ 2 . La légalité des sanctions	237
A - Rappel des exigences de base du principe de légalité	238
1°/ Dans le cadre des relations générales entre administration et administrés	239
2°/ Dans le cadre des relations spéciales entre administration et administrés	241

B - Sur quelques points particuliers	242
1°/ Le problème de l'indétermination de la « peine » maximale	242
2°/ Le problème du choix de la sanction	243
Sous-section 2 : Les corollaires du principe de légalité.....	245
§ 1 . Le principe de spécification (ou de typicité) : <i>lex certa</i>	246
A - L'affirmation du principe	248
B - Les atténuations au principe.....	251
§ 2 . Le principe de non rétroactivité : <i>lex previa</i>	256
A - L'affirmation du principe	256
B - Les atténuations au principe.....	261
§ 3 . Le principe de non-proportionnalité.....	263
A - L'interprétation du principe de proportionnalité par le juge constitutionnel	264
B - L'application du principe <i>non bis in idem</i>	267
Section 2 - Le principe de responsabilité	274
§ 1 - Le fondement de la responsabilité en matière de sanctions administratives	275
A – Le fondement de la responsabilité des personnes physiques....	276
1°/ L'affirmation du principe de culpabilité dans les textes législatifs.....	276
2°/ L'affirmation du principe de culpabilité dans les jurisprudences constitutionnelles	281
B - Le fondement de la responsabilité des personnes morales	284
§ 2 . Le régime de la responsabilité en matière de sanctions administratives	287
A - La détermination des moyens d'excuse, de justification ou d'atténuation de la responsabilité.....	287
B - L'application du principe de solidarité.....	290
C - La prescription de la responsabilité	291
D - L'amnistie des sanctions administratives.....	293

CHAPITRE III	
LES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS DE PROCÉDURE.....	296
Section 1 - Les garanties procédurales offertes	
en cours d'instance.....	297
§ 1 . La présomption d'innocence	297
§ 2 . Le respect des droits de la défense.....	302
A - Le respect des droits de la défense dans les textes législatifs....	302
B - Le respect des droits de la défense	
dans la jurisprudence constitutionnelle	306
1°/ Le principe des droits de la défense	
dans la jurisprudence constitutionnelle française.....	306
2°/ Le principe des droits de la défense	
dans la jurisprudence constitutionnelle espagnole	311
3°/ Le principe des droits de la défense	
dans la jurisprudence constitutionnelle portugaise.....	313
Section 2 - Les garanties procédurales	
en matière de sanction	315
§ 1 . Les garanties accompagnant le prononcé de la sanction	316
A - La liberté de l'organe chargé de prononcer la sanction	316
B - La motivation formelle de la sanction.....	319
§ 2 . Le contrôle exercé sur le pouvoir de sanction.....	320
A - Le droit à un juge.....	320
B - La nature du contrôle juridictionnel	324
Conclusion	327
Table des matières.....	335